

BRÈVES SECTORIELLES États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-33 du 11 octobre 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. L'USTR appelle au développement de nouveaux outils pour faire face aux surcapacités mondiales en acier

Climat – énergie – environnement

2. Les États-Unis et l'Australie tiennent leur deuxième dialogue ministériel sur l'énergie propre
3. Le Département de l'Énergie annonce les lauréats de son appel d'offre pour développer l'uranium enrichi de type HALEU

Agriculture et industrie agroalimentaire

4. Le Farm Bureau estime que les stocks élevés de maïs et de soja avant l'arrivée de la nouvelle récolte qui s'annonce record vont accentuer la baisse de ces marchés

Numérique et innovation

5. Google fait face à des sanctions antitrust après plusieurs décisions judiciaires

Santé

6. La couverture Medicare des traitements anti-obésité pourrait coûter 35 Md\$ à l'État fédéral sur 9 ans

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'USTR appelle au développement de nouveaux outils pour faire face aux surcapacités mondiales en acier

Le 8 octobre, une réunion ministérielle du Forum mondial sur la surcapacité en acier (Global Forum on Steel Excess Capacity – GFSEC) a été [organisée](#) virtuellement. Dans le cadre de son intervention, la Sous-Représentante américaine au Commerce (AUSTR), Sushan Demirjian, a [rappelé](#) que les surcapacités en acier sont une priorité pour le gouvernement américain. Elle a également affirmé que « les règles commerciales internationales actuelles sont inadéquates » pour traiter ces surcapacités. Elle a ainsi appelé au développement de nouveaux outils de « surveillance et de mise en application [des règles commerciales] » et à une « utilisation plus créative et agressive des outils existants ». Dans les mois à venir, l'administration prévoit de publier de nouvelles idées de mesures pour répondre aux politiques et pratiques des économies non marchandes. À l'occasion de cette réunion, les membres du Forum ont [publié](#) une déclaration conjointe exprimant leur inquiétude face à une « trajectoire ascendante préoccupante » de la surcapacité mondiale en acier, et ont souligné la nécessité de prendre des « mesures appropriées » pour y remédier.

Brèves

- Le 7 octobre, la Représentante américaine au Commerce K. Tai a [salué](#) la récente adoption par l'UE de droits de douane supplémentaires sur les importations de véhicules électriques chinois. Il s'agit selon elle d'un « premier pas important vers la défense des intérêts de l'industrie européenne et de ses travailleurs ».
- Le 11 octobre, K. Tai se [rendra](#) à Coatesville, en Pennsylvanie, pour [visiter](#) une aciérie de Cleveland-Cliffs, spécialisée dans la production de plaques d'acier pour les industries de la construction navale. K. Tai sera rejoint par la Secrétaire au Travail par intérim, Julie Su, et par la Représentante Chrissy Houlihan (D-Pennsylvanie). Elles seront reçues par le directeur général de Cleveland-Cliffs, Lourenco Goncalves, et le directeur de l'Union des travailleurs de l'acier (USW) en Pennsylvanie, Bernie Hall.
- Le 2 octobre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) un individu et trois sociétés basés en Iran et en Chine, accusés d'avoir facilité les opérations d'acquisition et de contrebande d'armes pour les Houthis. Le Département du Trésor a également sanctionné une entité et deux navires impliqués dans des expéditions commerciales illicites des Houthis et de l'Iran.
- Le 7 octobre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) trois individus, une organisation à but non lucratif, une institution

financière basée à Gaza et neuf entités basés au Yémen, en République tchèque, au Liban et en Turquie pour avoir contribué au financement du Hamas.

- Le 8 octobre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) un individu pour avoir dirigé des opérations visant à fournir des armes dans le cadre de la guerre au Soudan.

Climat – énergie – environnement

2. Les États-Unis et l'Australie tiennent leur deuxième dialogue ministériel sur l'énergie propre

Le Département de l'Énergie (DoE) a [publié](#) le 4 octobre la déclaration commune des États-Unis et de l'Australie suite à la tenue de leur deuxième Dialogue ministériel sur l'énergie propre à Foz do Iguaçu, au Brésil, en marge de la réunion ministérielle du G20 sur les transitions énergétiques. Ce dialogue s'inscrit au sein de l'alliance établie par les gouvernements américain et australien en mai 2023 à travers le « Climate, Critical Minerals and Clean Energy Transformation Compact », dit « Compact ».

La Secrétaire américaine à l'Énergie, Jennifer Granholm, et le Ministre australien du Changement climatique et de l'Énergie, Chris Bowen, ont convenu de collaborer pour soutenir et sécuriser les chaînes d'approvisionnement concernant l'énergie solaire, en tirant parti des investissements et des ressources complémentaires des deux pays. Pour cela, ils prévoient la réalisation d'une étude technico-économique sur l'industrie solaire, avec un focus particulier sur le traitement et le commerce du polysilicium, un composé essentiel pour la fabrication des cellules photovoltaïques. Ces travaux tireront parti de la coopération dans le domaine solaire entre l'ARENA, le DoE et le Conseil de l'industrie pour l'énergie propre Australie – États-Unis.

Les deux ministres ont souligné les importantes opportunités économiques offertes par la transformation vers une énergie propre au niveau mondial et ont exprimé leur espoir que le « Compact » soutiendrait leurs partenaires de la région Indopacifique dans leurs démarches de décarbonisation et de diversification des chaînes d'approvisionnement.

Les deux ministres ont réaffirmé l'importance de travailler sur le stockage d'énergie dans le secteur électrique en soutenant un objectif mondial de 1 500 GW d'ici 2030, ainsi que sur le stockage du carbone, notamment au travers du [Carbon Management Challenge](#), qui vise à soutenir les projets de gestion du carbone afin d'atteindre collectivement l'échelle des gigatonnes d'ici 2030.

La déclaration commune liste également les principaux progrès réalisés par les deux pays dans le cadre du « Compact », notamment l'engagement de tenir en 2025 un premier Conseil industriel de l'énergie propre Australie – États-Unis (Australia-U.S. Clean Energy

Industry Council) qui établira une architecture durable pour les relations commerciales et la coopération dans le secteur de l'énergie propre entre les deux pays.

Les États-Unis ont enfin salué la candidature de l'Australie pour accueillir la COP31 en 2026 en partenariat avec les pays du Pacifique.

3. Le Département de l'Énergie annonce les lauréats de son appel d'offre pour développer l'uranium enrichi de type HALEU

Le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 8 octobre le nom des six lauréats de son appel d'offre [HALEU Deconversion Services](#), publié en novembre 2023. Cet appel d'offre s'inscrit dans une démarche du DoE visant à soutenir le développement de nouvelles capacités domestiques d'enrichissement de l'uranium (High-Assay Low-Enriched Uranium – HALEU) afin de fournir les réacteurs actuellement en exploitation et en prévision des futurs besoins des réacteurs de Génération IV. Les six entreprises retenues (BWXT, Centrus, Framatome, GE Vernova, [Orano](#) et Westinghouse) ont chacune obtenu des contrats d'une durée maximale de 10 ans et d'un montant minimum de 2 M\$, dans le cadre d'une enveloppe globale de 800 M\$, sous réserve de la disponibilité des crédits. Ces contrats permettront aux entreprises sélectionnées de soumissionner pour des services de déconversion, un élément essentiel de la chaîne d'approvisionnement des HALEU. Selon le communiqué de [Framatome](#), les services de déconversion incluent la conception, le licensing et la construction d'installations de fabrication ainsi que la fabrication de produits HALEU en oxyde et en métal.

Le DoE précise que l'HALEU acquis dans le cadre de ces contrats sera utilisé pour soutenir les réacteurs tels que ceux en cours de développement dans le cadre du démonstrateur de réacteurs avancés du DoE (Advanced Reactor Demonstration Program). Le DoE cite le réacteur Natrium de TerraPower et le réacteur Xe-100 de X-energy.

Brèves

- L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) le 9 octobre avoir émis un 5^e ordre de test dans le cadre de la loi sur le contrôle des substances toxiques (TSCA) qui exige des tests sur les substances per- et polyfluoroalkyles (PFAS) dans le cadre de la Stratégie nationale de test des PFAS. Cet ordre demande à plusieurs entreprises, dont Chemours et Daikin America, de tester l'acrylate fluorotélomérique 6:2 (6:2 FTAc), un produit chimique utilisé dans la fabrication de plastiques et textiles. L'EPA estime que le 6:2 FTAc peut présenter un risque déraisonnable d'atteinte à la santé ou à l'environnement. Les informations reçues dans le cadre de cette procédure permettront à l'EPA de mieux comprendre non seulement les effets du 6:2 FTAc sur la santé humaine, mais aussi les effets potentiels de plus d'une centaine de PFAS dont la structure est similaire à celle du 6:2 FTAc. Les premiers

tests de cette démarche par étape doivent être soumis dans un délai d'un an.

- Le Département d'État (DoS) a [rapporté](#) le 8 octobre les conclusions du dialogue de haut-niveau entre le Chili et les États-Unis (U.S.-Chile High-Level Dialogue) qui s'est tenu le 2 octobre à Washington. Le communiqué mentionne des échanges sur le Forum du partenariat pour la sécurité des minéraux (MSP Forum) et sur son rôle de catalyseur des investissements publics et privés dans des chaînes d'approvisionnement responsables en minéraux essentiels. Il indique également que les deux ministères de l'Énergie ont établi un plan d'action pour mettre en œuvre le protocole de coopération sur la transition énergétique et le développement du secteur de l'énergie, en particulier l'hydrogène.

Agriculture et industrie agroalimentaire

4. Le Farm Bureau estime que les stocks élevés de maïs et de soja avant l'arrivée de la nouvelle récolte qui s'annonce record vont accentuer la baisse de ces marchés

Dans une [étude](#) publiée le 30 septembre, la Fédération américaine du Farm Bureau ([AFBF](#)), s'inquiète des volumes élevés des stocks de report de maïs et de soja de la campagne 2023/2024 tels que retracés dans le dernier [rapport trimestriel](#) de l'USDA. Les stocks finaux de maïs sont estimés à 31,4 Mt (en hausse de +29 % par rapport à l'année dernière) et les stocks finaux de soja sont estimés à 5,7 Mt (+29 %). Sur ce total de 5,7 Mt, les quantités de soja stockées à la ferme s'élèvent à 1,85 Mt (+54 %).

Cette situation risque, selon le Farm Bureau, de conduire à deux phénomènes négatifs pour les agriculteurs. Le premier est une obligation de dégagement rapide des stocks, notamment ceux entreposés à la ferme, afin de faire de la place pour la nouvelle récolte, quitte à les brader à des prix en deçà des cours actuels. Le second est la probabilité d'un marché baissier pour la prochaine campagne 2024/2025 puisque ces stocks importants vont s'ajouter à une récolte 2024 en cours, annoncée comme record pour le maïs et le soja alors que la demande pour ces deux produits de base resterait au mieux inchangée.

Cette baisse des cours devrait peser sur le revenu agricole 2025 des exploitants américains alors que les revenus de l'année 2024 s'annoncent déjà en retrait par rapport à ceux de 2023. En effet, les dernières [prévisions de revenus](#) agricoles de l'USDA publiées en septembre anticipent un revenu net de 140 Md\$ pour l'année 2024, soit une baisse de 10,2 Md\$ (-6,8 %) par rapport à l'année précédente, en dollars constants, et de plus de 25 % par rapport à 2022. Dans ses prévisions, l'USDA fait ressortir que cette baisse du revenu net

s'explique par une baisse des ventes de cultures céréalières et oléagineuses (-27,7 Md\$ et -10 % par rapport à 2023) en raison d'une chute des prix et non des volumes commercialisés. Ces prix bas au cours de la campagne 2023/2024 ont d'ailleurs incité de nombreux agriculteurs à stocker leur production dans l'espoir d'obtenir un meilleur prix plus tard dans l'année accentuant de ce fait l'engorgement du marché en cette fin de campagne.

Numérique et innovation

5. Google fait face à des sanctions antitrust après plusieurs décisions judiciaires

Le 9 octobre, le Département de la Justice (DOJ) a [présenté](#) un ensemble de pistes de mesures correctrices pour remédier aux abus de position dominante de Google dans le secteur des moteurs de recherche. Ces actions font suite à la décision du juge fédéral Amit Mehta, [rendue](#) en août 2024, selon laquelle Google avait adopté des pratiques anticoncurrentielles dans ce domaine. Parmi les mesures envisagées, le DOJ propose : (i) la séparation de plusieurs activités de Google, notamment Google Chrome et Android, afin de dissocier ces produits de son activité principale liée à la recherche en ligne ; (ii) la limitation des accords de distribution que Google a signés avec des entreprises comme Apple et Mozilla, pour proposer son moteur de recherche par défaut sur divers navigateurs et appareils ; (iii) l'obligation de partager certaines données issues de l'utilisation de son moteur de recherche avec des entreprises concurrentes, afin de rétablir une concurrence équitable. Google a vivement [rejeté](#) ces propositions, les qualifiant de « radicales », affirmant qu'elles affaibliraient non seulement ses produits phares comme Chrome et Android, mais nuiraient également à l'innovation technologique et à la compétitivité des États-Unis.

Le même jour, un juge fédéral américain a [ordonné](#) à Google d'ouvrir son Play Store à la concurrence pendant au moins trois ans, à la suite d'une action en justice menée par Epic Games en décembre 2023. Le tribunal a conclu que Google avait abusé de sa position dominante en restreignant l'accès des développeurs et des boutiques alternatives à son système Android.

Google a annoncé son intention de faire appel de ces décisions. Le cours de l'action d'Alphabet, maison-mère de Google, a diminué de 2,44 % à la suite de ces annonces.

Brèves

- Le 8 octobre, 14 États américains, sous la direction des procureurs généraux Letitia James (New York) et Rob Bonta (Californie), ont [intenti](#) des poursuites contre TikTok, l'accusant de nuire à la santé mentale des enfants.

- La startup Poolside a [annoncé](#) avoir levé 500 M\$ lors d'un tour de table de série B, mené par Bain Capital Ventures. Cette nouvelle levée de fonds valorise la société à 3 Md\$. Fondée en mai 2023, Poolside se spécialise dans le développement de logiciels d'intelligence artificielle pour les programmeurs.
- Selon Axios, Google [aurait](#) conclu un partenariat avec Sequoia Capital visant à offrir jusqu'à 500 000 \$ de crédits cloud et un support technique privilégié aux startups IA du portefeuille de Sequoia Capital.

Santé

6. La couverture Medicare des traitements anti-obésité pourrait coûter 35 Md\$ à l'État fédéral sur 9 ans

Le 8 octobre, le Congressional Budget Office (CBO), agence fédérale relevant du Congrès et chargée d'analyser l'impact budgétaire des lois et réglementations, a [publié](#) une estimation du coût pour le budget fédéral de la couverture des traitements anti-obésité par Medicare. Selon l'étude, inclure ces traitements dans le programme d'assurance santé fédéral pour les personnes âgées pourrait coûter 35 Md\$ aux contribuables américains entre 2026 et 2034. Le CBO s'est fondé pour cette analyse sur une estimation de couverture de 300 000 patients la première année, pour un coût d'environ 1,6 Md\$ en 2026, augmentant jusqu'à 1,6 millions de patients, pour un coût d'environ 7,1 Md\$ pour 2034. L'analyse conclut que les économies qui pourraient être réalisées par Medicare grâce à l'amélioration de la santé des patients traités ne compenseraient pas les coûts des traitements anti-obésité eux-mêmes.

L'entreprise danoise Novo Nordisk, qui développe l'un de ces traitements, le Wegovy, a récemment fait l'objet des vives critiques du président de la commission sur la Santé du Sénat, Bernie Sanders (I-Vermont), qui critiquait le prix élevé du médicament pour les patients américains [voir [Brèves sectorielles du 27 septembre 2024](#)]. Novo Nordisk et son concurrent américain Eli Lilly, qui développe d'autres traitements anti-obésité, [soutiennent](#) depuis son introduction l'année dernière une proposition de loi bipartisanne visant à permettre la couverture par Medicare de ce type de médicaments. Approuvée par la commission des Voies et Moyens de la Chambre des Représentants en juillet dernier, cette proposition pourrait être référée pour vote en plénière l'année prochaine.

Brèves

- Le 8 octobre, l'entreprise de diagnostics de santé texane Healgen a [annoncé](#) que la Food and Drugs Administration (FDA) avait approuvé la mise sur le marché de son test antigène rapide Covid-19/Flu A&B, qui permet d'effectuer un diagnostic concomitant de Covid et de grippe.

- Le 9 octobre, le site d'informations spécialisé dans les innovations en matière de dispositifs médicaux MedtechDive a [publié](#) un article faisant état de l'augmentation très significative des autorisations de mise sur le marché de dispositifs médicaux utilisant l'intelligence artificielle ces dernières années. Selon les données de la FDA étudiées par MedtechDive, 950 dispositifs de ce type auraient été mis en circulation entre 1995 et août 2024, dont 221 sur la seule année 2023 et 107 entre janvier et août 2024.
- Le 9 octobre, l'entreprise de développement d'outils d'intelligence artificielle Insitro, basée en Californie, a [annoncé](#) avoir conclu un partenariat avec le géant pharmaceutique américain Eli Lilly afin de développer de nouveaux traitements contre les maladies métaboliques. La veille, Eli Lilly avait nommé son premier « *chief AI officer* » en la personne de Thomas Fuchs, jusqu'alors Directeur du département d'intelligence artificielle et de santé humaine de l'hôpital Mount Sinai.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)